

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 67 (1922)  
**Heft:** 7

**Rubrik:** Chroniques et nouvelles

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 15.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## CHRONIQUES et NOUVELLES

### CHRONIQUE SUISSE

Bibliothèque militaire fédérale. — Conseils pratiques pour l'instruction des petites unités d'infanterie. — Les difficultés de l'enseignement militaire en Suisse. — Les recrues qui viennent de l'étranger. — Deux décès.

Nous recevons, datée de juin 1922, la liste des dernières acquisitions de la Bibliothèque militaire fédérale. Initiative heureuse et qui témoigne de l'ardeur au travail de nos bibliothécaires, cette nouvelle liste ne se contente plus, comme les précédentes, d'énumérer les ouvrages achetés ; elle ajoute, pour certains d'entre eux, sur lesquels la Bibliothèque estime utile d'attirer plus spécialement l'attention, un bref résumé de leur contenu. A titre de renseignement pour nos lecteurs, nous constatons que presque tous les ouvrages auxquels la *Rev. mil. suisse* a consacré des notices bibliographiques figurent au nombre des acquisitions.

La nouvelle liste mentionne cinquante ouvrages, la plupart français ou allemands, qui tous intéressent la guerre européenne ou ses suites. Dans cette catégorie des suites figurent naturellement les nouveaux règlements. Signalons :

*Führung und Gefecht der verbundenen Waffen*, vom 1 Sept. 1921 (avec traduction française) ;

*Entwurf der Schiessvorschrift für Gewehr, Karabiner und I. M. G.*, von 22 Januar 1921 ;

*Ausbildungsvorschrift für die Artillerie* (Entwurf) ;

*Instruction provisoire sur le service en campagne de l'artillerie* ;

*Instruction provisoire sur l'emploi tactique des grandes unités*, du 6 oct. 1921.

\* \* \*

Puisque nous en sommes au chapitre des règlements, chapitre de principale actualité en Suisse, il nous paraît utile de nous arrêter à une petite brochure de notre collaborateur, le commandant Bégou. Elle est intitulée *Conseils pratiques pour l'instruction des petites unités d'infanterie* et se propose d'initier ses lecteurs à l'application des nouveaux règlements français<sup>1</sup>. Les règlements de toutes armées, et ceux que nous sommes en voie d'élaborer en Suisse, procèdent tous, naturellement, des enseignements de la guerre, et les armées qui n'ont

<sup>1</sup> Berger-Levrault, édit.

pas combattu n'ont d'autres ressources, pour apprendre ce qu'elles doivent connaître, que de s'adresser aux acteurs d'hier tandis que leurs expériences sont fraîches encore et qu'ils s'efforcent d'en tirer parti.

« Se jeter tête baissée avec sa troupe au devant des mitrailleuses ou des canons, a écrit le commandant Bouvard dans ses *Leçons militaires de la guerre*, n'est pas le fait d'un chef d'infanterie. Ce peut être un indice de courage personnel, mais de courage irréfléchi, inadmissible chez qui détient entre ses mains une fraction même minime de la puissance militaire du pays.

» Les hommes ne s'y trompent pas et après quelques semaines d'expérience, ils font fi volontiers des beaux gestes pour donner leur préférence à qui *sait*. Et il est difficile de savoir. »

Le commandant Bégou expose donc comment, à son avis, un chef de bataillon peut procéder pour apprendre aux petites unités dont il a la responsabilité à *savoir*. Il rappelle d'abord les trois grandes divisions que comporte l'instruction d'une compagnie : l'instruction morale, l'éducation physique et l'instruction technique. Après quoi, il cherche à dégager les directions qui régleront au mieux l'emploi du temps réservé à l'instruction. Il range ses directions sous les quatre rubriques suivantes : l'instruction individuelle (tirs, exercices relatifs à l'emploi des différents engins de combat de l'infanterie, travaux de campagne, exercices d'observateurs, service en campagne) ; l'instruction des services auxiliaires ; l'instruction d'ensemble ; l'instruction des cadres ; et il indique comme suit la répartition du temps pour amener son unité à pied d'œuvre :

L'instruction individuelle pendant le premier mois matin et soir, puis le soir seulement à partir du deuxième mois.

L'instruction d'ensemble du groupe est pratiquée tous les matins à partir du deuxième mois, ainsi que l'instruction physique ; l'instruction d'ensemble de la compagnie mitrailleuse commence le troisième mois ; l'instruction d'ensemble du service en campagne, à partir du troisième mois.

L'instruction de la section commence le troisième mois ; celle de la compagnie le quatrième (rang serré, assouplissement, combat).

Voilà le cadre du programme général. Si nous transportions ce cadre en Suisse, il faudrait conclure que notre école des recrues devrait durer quatre mois. C'est, comme on sait, l'opinion exprimée par le général Wille dans son compte rendu aux Chambres fédérales. Comme il serait vain de demander ce sacrifice de temps au peuple, nous devons nous tirer d'affaire au mieux en condensant le programme et en perfectionnant le plus possible les cours d'instruction

militaire préparatoire, les exercices des sociétés de tir, de gymnastique, de sport, bref, l'instruction militaire hors caserne.

\* \* \*

Ce n'est pas sans intention, comme bien on pense, que la livraison de mai de la *Rev. mil. suisse* a résumé les opinions du général Wille sur l'état d'instruction de nos troupes en 1914. Ici encore, on peut se livrer à des rapprochements intéressants et utiles entre ces opinions et le programme d'instruction du commandant Bégou. Le général Wille insiste beaucoup pour que l'école des recrues se limite à l'éducation morale et à l'instruction individuelle de la recrue ; celle-ci apprendra les exigences du service en campagne dans son unité d'incorporation. C'était parfait pendant la guerre, alors que l'unité d'incorporation était maintenue sous les drapeaux pendant des périodes prolongées, et procurait aux recrues, à leur arrivée, un cadre entraîné nombreux et des officiers et sous-officiers expérimentés. Il n'en est plus ainsi ; l'unité d'incorporation n'est plus appelée que pour la brève durée des cours dits de répétition, — un nom qu'on ferait bien de changer, soit dit en passant — et la recrue arrive dans un cadre squelettique, sous la direction d'officiers et de sous-officiers qui, sauf des cours sans troupes à commander et des écoles théoriques, ne disposent eux-mêmes que des écoles de recrues pour apprendre ce qu'ils doivent savoir.

Voici, à ce propos, un exemple que nous tirons de la brochure du commandant Bégou, exemple des réflexions auxquelles sa lecture conduit l'officier suisse ; car c'est toujours sans perdre de vue nos conditions particulières que nous devons nous livrer aux études de ce genre. Se préoccupant de la formation du tireur, l'auteur donne à la pratique du tir, à la constante pratique, le pas sur les exercices préparatoires destinés à apprendre à épauler, à viser, à faire partir le coup. Cette partie-ci de l'enseignement doit être réduite au minimum.

Si telle doit être la méthode, son application suisse conduira à encourager, d'une part l'instruction militaire préparatoire, où l'on enseignera aux jeunes gens les exercices préparatoires pour en alléger autant que possible l'école des recrues, d'autre part les sociétés de tir où peut être acquis l'entraînement pratique.

Des réflexions de même nature suivront par exemple des passages comme ceux-ci : « Le maniement des engins de combat de l'infanterie n'est qu'une faible partie de l'instruction individuelle. L'instruction technique et surtout l'emploi tactique sont de beaucoup les plus importants. Il faut que le soldat connaisse à fond la technique de

son armement et son emploi au combat... Il est nécessaire surtout que nos officiers évitent de donner une importance primordiale au maniement d'arme. Cette partie de l'instruction est nécessaire pour les exercices à rangs serrés, mais elle ne doit pas être pratiquée au détriment des exercices du combat auquel la plus grande partie du temps doit être consacrée. »

\* \* \*

Nous empruntons les lignes qui suivent au rapport du Secrétariat des Suisses à l'étranger. Elles intéresseront nos lecteurs et attireront l'attention des officiers sur un de leurs devoirs d'éducation morale. On sait que le Secrétariat des Suisses à l'étranger (Genève, 14, rue du Mont-Blanc) a été créé par la Nouvelle Société helvétique.

« Beaucoup de jeunes Suisses, nés à l'étranger, quand ils viennent accomplir leur école de recrues, se trouvent isolés et dépaysés dans leur propre pays ; ils ne reconnaissent pas dans les réalités parfois brutales de la caserne l'image de la patrie dont ils rêvaient de loin et que beaucoup d'entre eux n'avaient jamais vue. Aussi, pour les accueillir cordialement, les aider à s'adapter, pour éviter que, déçus, ils ne retournent à l'étranger sans avoir compris la Suisse, avons-nous eu l'idée de leur servir de « marraines ». Le Département politique, sollicité par nous et entièrement d'accord avec notre initiative, a envoyé une circulaire à tous ses agents diplomatiques, leur prescrivant de signaler au S. S. E. les jeunes Suisses qui, inscrits dans les légations et consulats, viennent en Suisse accomplir leurs périodes militaires. Le Département militaire fédéral a également envoyé une circulaire à tous les commandants d'écoles pour leur recommander les Suisses à l'étranger sous leurs ordres.

» Et bientôt le S. S. E. s'est trouvé en rapport avec un certain nombre de jeunes soldats répartis sur diverses places d'armes. Là, comme ailleurs, nous n'avons pas fait de la théorie, ni prêché le patriotisme. Nous avons commencé par leur écrire des lettres cordiales, et par leur envoyer du chocolat, du tabac ou des fruits. Les livres sont venus après. Nous les avons recommandés à leurs chefs, nous leur avons cherché des relations soit parmi leurs camarades, soit, hors de la caserne, parmi des civils, membres de la N. S. H., qui les ont invités chez eux, le soir ou les jours de permission. Nous nous sommes occupés de faire blanchir leur linge. Si l'un ou l'autre était las ou mécontent, nous lui avons remonté le moral. Bref, ces soldats qui croyaient ne connaître personne en Suisse, ont fini par se sentir *at home*. Deux ou trois ont décidé de rester au pays. Et les lettres qu'ils

nous ont écrites, simples, sincères, enthousiastes parfois, nous ont montré que notre idée était juste. Voici quelques extraits d'une correspondance abondante :

» A., d'Allemagne, n'a pas vu la Suisse depuis dix ans. « Mes camarades sont très aimables avec moi, je ne saurais assez vous remercier de votre bonté. Ce soir *mes officiers m'ont fait une visite* » (il était tombé malade). Rentré en Allemagne, il se dit enchanté d'être Suisse.

» Un consul nous écrit à ce propos, après le retour de plusieurs de ses ressortissants : « Vous rendez vraiment suisse le cœur de ces jeunes gens... Les recrues revenues de Suisse sont enthousiasmées. Les officiers et leurs camarades les traitaient de façon excellente. Nous sommes tous heureux de nous être rattachés à la N. S. H. »

» B. n'avait jamais vu la Suisse. Avant d'entrer à la caserne, il nous a demandé des livres d'histoire et de littérature. Les groupes de Davos et de Coire se sont occupés de lui, et lui ont arrangé, pour son grand congé, une excursion. Rentré chez lui, B. est allé remercier le consul. C. est sans métier et sans ressources, dépourvu même de linge. A Liestal, et recommandé par nous, un ami de la N. S. H. le case dans une famille et, à l'issue du service, lui trouve une place. D., venu de Prague et très dépaycé, nous écrit : « Je vous remercie de tout cœur pour vos chères et réconfortantes lettres. Je suis fier d'être citoyen suisse. J'ai bien compris le sens de vos paroles qui se sont gravées dans mon cœur et m'aideront à suivre mon chemin. » E., à Hérisau : « Vos paroles m'ont touché et le sentiment d'être étranger dans ma patrie a complètement disparu. »

\* \* \*

Deux morts récentes doivent être signalées. L'une est celle du colonel Hermann Blaser, qui fut le successeur du colonel Fisch à la tête de la section pour l'instruction militaire préparatoire et pour les sociétés de tir. Il est mort à l'âge de quarante-neuf ans seulement.

L'autre est celle du lieutenant-colonel Erwin Federspiel, de Liestal, que ses camarades aimaient pour sa simplicité cordiale. Il était né en 1871.

## CHRONIQUE FRANÇAISE

(De notre correspondant particulier.)

Le service de santé pendant la guerre.

Les premiers volumes de l'Historique officiel de la Grande guerre paraîtront à partir de l'automne prochain. Ils seront, comme de juste, exclusivement consacrés à l'exposé général des opérations. On devra

donc attendre longtemps encore avant que l'activité des différents services soit révélée sous forme de monographies spéciales.

Or, si l'on se place au point de vue de la préparation de la guerre, ce sont ces derniers dont il importe le plus de connaître le fonctionnement. « La tactique change tous les dix ans », disait Napoléon, et sous cet aphorisme le maître entendait que l'évolution dans les doctrines était continue et rapide. Les services d'une armée, bien qu'ils aillent à la remorque de ces doctrines, se meuvent plus lentement. Les questions de matériel les encomrent. Et si, pour changer une doctrine, un petit livre bleu et quelques périodes de manœuvre peuvent, à la rigueur, suffire, il n'en va pas de même de l'un quelconque des gros services de l'armée qui comporte des approvisionnements encombrants, longs à créer et si coûteux à établir qu'il serait fou de songer à les remplacer « tous les dix ans ».

Voilà pourquoi nous avons, dès maintenant, le plus haut intérêt à savoir comment se sont comportés nos différents services au cours des opérations. L'utilité des ouvrages publiés à leur sujet n'est donc pas contestable, surtout quand ils sont dus à la plume autorisée d'auteurs parfaitement qualifiés pour nous fournir la documentation nécessaire.

Tels sont deux livres récents consacrés au service de santé pendant la guerre : l'un, du docteur Bouloumié, *Leçons de guerre. — La santé et la guerre* ; l'autre du médecin inspecteur-général Bassères. *Le service de santé de la III<sup>e</sup> armée pendant la bataille de France*<sup>1</sup>. Je les utiliserai à nourrir la trame de cette chronique.

Cette fois, c'est sur le service de santé que se sont abattues les critiques les plus acerbes. Tandis qu'en 1870, d'un commun accord, on criait : Haro ! sur l'Intendance, pendant la grande guerre, le service des vivres et des ravitaillements a passé à peu près inaperçu. Il en est des services d'une armée comme des organes du corps humain : on n'a la notion de leur existence qu'au moment où, fonctionnant de façon imparfaite, ils nous font mal.

A n'en pas douter, le service de santé a mal fonctionné dans les débuts de la guerre. Qui n'a eu le cœur serré en voyant passer ces immenses trains de blessés, formés de wagons à bestiaux sur la paille nauséabonde desquels gémissaient, mêlés à des morts, de pauvres soldats horriblement mutilés, prochaines victimes désignées pour la gangrène ou le tétanos !

Pourquoi ? Le docteur Bouloumié nous le dit : « Les prévisions

<sup>1</sup> Tous deux publiés chez l'éditeur Lavauzelle.

fondées sur les besoins constatés au cours d'une guerre se sont toujours montrées au-dessous de ceux qu'a révélés une guerre nouvelle. »

Il en était bien ainsi en France, en 1914, et la raison principale — pour le service de santé comme pour tous les autres services — c'est qu'une grande partie de l'opinion ne croyait plus la guerre possible. Le Parlement marchandait les crédits militaires et, avec le peu qu'on lui accordait, le Commandement était tenu de faire face à tant de besoins à la fois ! Le service de santé, toujours plus ou moins traité en parent pauvre, ne procédait que lentement aux transformations reconnues nécessaires ; les consommations du service journalier absorbent progressivement les réserves de mobilisation ; quand la guerre éclate, 11 corps d'armée sur 21, 8 divisions de cavalerie sur 10, sont pourvus du matériel d'ambulance type 1910. Le service de santé a demandé, en 1912, 100 voitures automobiles par corps d'armée ; il n'en possède aucune en propre. Les ressources reconnues de la zone du territoire n'atteignent pas 250 000 lits et, quand les formations sanitaires mobilisées ont reçu le matériel, les médicaments et pansements, les sérums et vaccins qui leur reviennent, les magasins généraux restent à peu près vides.

Au lieu des hommes robustes qui seuls conviennent pour le rude métier de brancardier, le recrutement, aux prises avec le délicat problème des effectifs, affecte un trop grand nombre de gens débiles. Le personnel médical et administratif militaire n'atteint pas son complet réglementaire, et malgré les efforts réalisés par le médecin principal Troussaint, qui après avoir été un excellent professeur à l'École de guerre fut non moins remarquable à la tête de la 7<sup>e</sup> Direction, nos médecins militaires sont insuffisamment préparés à l'exécution de leur service du temps de guerre. Quant aux médecins de complément, très peu a été fait pour l'utilisation de leurs aptitudes techniques ; beaucoup d'entre eux, et même des professeurs, sont volontairement restés simples soldats pour se soustraire aux périodes d'instruction supplémentaire, malgré les facilités données depuis 1912.

Dans le domaine de l'organisation, l'indépendance du service de santé n'était pas suffisante. Entre zone des armées et zone de l'intérieur, les subordinations respectives, trop absolues, détruisaient la liaison indispensable entre deux organes complémentaires d'un même organisme. On n'avait pas prévu un chef supérieur du service de santé pour l'ensemble des armées d'opérations, ni un médecin chef de groupes d'armées. Il n'existait de chef supérieur du service que dans les armées et des directeurs dans les corps d'armée : le premier agissant sur la zone de l'avant et sur celle des étapes ; les



autres sur l'avant seulement. Ceux-ci marchaient avec le Q. G. du corps d'armée ; celui-là était relégué au 2e groupe du Q. G. A., trop loin du commandement. On devra remédier à toutes ces lacunes à mesure que l'expérience les aura révélées, au détriment des blessés.

Le nombre de ces derniers passe toutes prévisions dès les premières batailles. Les formations sanitaires sont débordées, tandis que l'invasion nous fait perdre plus de 64 000 lits d'hôpital ; à l'intérieur, il y a autant de blessés que de lits disponibles ; en outre, la nature des blessures est très grave et les proportions observées jadis sont complètement renversées : plus de blessures par artillerie que par infanterie ; les compétences médico-chirurgicales ne sont pas à leur place. Les difficultés dues à la nature des lésions se prolongeront d'ailleurs pendant toute la durée de la guerre par suite des armes nouvelles employées par les belligérants, gaz ou explosifs.

Bref, la surprise est complète et, dans le service de santé, pas plus que dans les autres services, on n'échappe à la nécessité d'improviser en pleine crise.

Trois hommes auront laissé leur empreinte caractéristique sur l'œuvre laborieusement accomplie : le médecin-principal Troussaint, directeur du Service de santé pendant la première année de guerre, puis les sous-secrétaires d'Etat, MM. Justin Godard et Mourier.

Le premier mobilisa les services et les mit en mouvement, cherchant à les adapter aux besoins sans précédents de cette guerre ; le second développa au gré des circonstances l'œuvre créée ou amorcée ; au troisième échut enfin d'adapter à l'action la plus colossale qu'on eût jamais vue les organisations préétablies : avec Clemenceau il aurait pu dire : « Je fais la guerre ! »

En ce qui concerne plus particulièrement le perfectionnement aux armées, on peut dire que le docteur Troussaint poursuit l'unité de direction et l'autonomie du service ; en octobre 1914, il obtient la désignation d'un directeur général du service de santé chargé de coordonner et surveiller, au point de vue technique, le fonctionnement du service, et celle d'un chirurgien consultant, chargé de mission.

M. Justin Godard, en mai 1917, fait admettre au G. Q. G. des médecins chargés d'élaborer toutes les prévisions et les ordres relatifs au service de santé ; mais il ne peut les dérober à l'emprise de l'aide-major général, directeur de l'arrière.

M. Mourier obtint enfin, en mars 1918, la création au G. Q. G. d'un poste d'aide-major général du service de santé. Dès lors ce service acquiert son autonomie complète ; il peut faire face aux

besoins multipliés qu'exige la reprise de la guerre de mouvement.

Les résultats, dira-t-on ?

Eh bien ! il ne faut pas se laisser impressionner par des cas particuliers, trop regrettables certes, ni par l'importance des chiffres de pertes. Il faut voir l'ensemble et, à ce point de vue, les statistiques, si lugubres soient-elles, révèlent les immenses progrès accomplis.

Tandis que durant les guerres antérieures la plupart des pertes dans les armées étaient dues à la maladie, non au feu, l'inverse se produisit cette fois. L'armée française a été à l'abri de ces épidémies décimantes, si bien que la mortalité par maladies n'a pas dépassé celle du temps de paix.

Sur 1 325 000 morts ou disparus, il y a :

674 000 tués, dénombrés sur le terrain ;

252 000 disparus, la plupart tués certainement.

3 025 000 blessés, sur lesquels plus de 75 % récupérables. Pour 54,25 % de blessés, auxquels on doit ajouter 15,75 % de gazés, il n'y a que 30 % de malades. La mortalité par blessures est de 250 000 contre 175 000 par maladies.

Voilà qui est consolant et tout à l'honneur de notre service de santé. J'ajoute ici les pertes subies par ce service :

Pour 1707 médecins de l'active, il y eut 87 tués (5 %), 93 morts de blessures ou maladies (5,4 %). Pour 19 474 médecins de complément, il y eut 337 tués (1,7 %), 859 morts de blessures ou maladies (4,4 %). De tels chiffres ont leur éloquence !

\* \* \*

Cet organisme dont le docteur Bouloumié vient de nous exposer le fonctionnement d'ensemble, le médecin inspecteur général Bassères le fait vivre sous nos yeux dans toute la réalité des événements. Et de quels événements il s'agit ! L'instant décisif de la guerre ! Celui où, libéré par le bolchevisme sur le front russe, Ludendorff a pu enfin consacrer la presque totalité de ses forces à rompre la pesée continue que les Alliés exercent sur le front de l'ouest. Nous assistons aux émouvantes péripéties de la « grande semaine », du 23 au 31 mars 1918, puis au répit relatif d'avril-mai qui, dans la région de l'Oise sépare, la poussée sur Amiens de celle sur l'Aisne. L'activité reprend du 27 mai au 14 juin, mais sous une forme différente : cette fois, les troupes de cette zone aident indirectement les armées voisines qui reculent à droite ; quand, à leur tour, elles sont attaquées, la riposte ne se fait pas attendre. Une période de

stabilité succède, qui se prolonge jusqu'au 10 août : elle permet de procéder à l'organisation définitive du service de santé. Enfin, à partir du 10 août, la troisième bataille de Picardie n'est qu'un élément de la « Bataille offensive de 1918 », inaugurée le 18 juillet et conduite par Foch avec la maîtrise qu'on sait, jusqu'à l'armistice prématuré du 11 novembre.

Dans ce chaos d'opérations colossales, pour suivre avec fruit les faits et gestes du service de santé, il fallait éviter de choisir une unité trop infime qui risquait de ne pas nous donner une vue assez étendue, mais il ne fallait pas non plus se tenir à trop grande distance du champ de bataille si l'on voulait en éprouver les multiples émotions. Le cadre de l'armée est celui qui convient le mieux à l'observation : ni trop loin, ni trop près des combattants ; et c'est précisément le poste où nous conduit M. Bassères. Il dirige personnellement le service de santé de cette 3e armée commandée par un chef héroïque, le général Humbert.

Depuis la mi-janvier, cette armée a cédé son front au général Gough ; elle est en réserve, ses éléments dispersés sur une large zone, mais prêts à intervenir suivant les diverses hypothèses prévues par le haut-commandement. Dès le 21 mars à 23 heures, elle reçoit l'ordre de relever l'armée Gough sous la forme laconique : « Réalisez hypothèse A » ; et la voici jetée dans la fournaise. Si les organes sanitaires de l'arrière sont tout d'abord parés, ceux de l'avant sont bousculés ; d'ailleurs, accourues en camions, les troupes n'ont pas amené leur matériel et le service de santé doit accomplir des prodiges. Bientôt le recul du front force à abandonner un certain nombre de grands hôpitaux d'évacuation ; on sauve le plus qu'on peut de matériel ; pas assez au dire de maintes critiques que le docteur Bassères ne songe pas à taire ; mais en fait, l'on se débrouille et nos blessés échappent à l'ennemi.

« Je suis à Breteuil avec personnel au complet, écrira le médecin chef de l'H. O. E. d'Hargicourt, le 27 mars. En raison de l'approche de l'ennemi, le départ a eu lieu à 3 heures du matin ; il s'est effectué avec calme. J'ai évacué avant le départ 329 blessés par train sanitaire. Il restait 100 blessés environ que j'ai pu faire enlever par train sanitaire anglais. Ayant, par suite, les mains libres, je suis parti par route, avec 300 infirmiers, mes dames infirmières, mes voitures, mes chevaux, poussant devant moi 60 Allemands convalescents. » On voit cette colonne d'hommes et de femmes, de Français et d'Allemands, de piétons et de voitures, tous marchant d'un pas ferme, dans l'air froid du matin, sur une route défoncée, calme,

résolue, dans l'atmosphère d'angoisse qui étreignait alors toute la nation !

Sous un pareil réalisme, les enseignements découlent naturellement, et le docteur Bassères, qui a été l'animateur du service de santé durant cette période si mouvementée, ne manque pas de les exposer avec toute la clarté désirable.

Partisan résolu de l'action directe, il insiste sur l'importance de la liaison : « De tous les facteurs qui interviennent dans l'organisation et la marche d'un service comme le nôtre, dit-il, où domine l'imprévu et que règle essentiellement, surtout dans la guerre de mouvement, la nécessité constante de s'adapter, il n'en est pas de plus important que celui-là. »

C'est en effet le grand principe fondamental qui, dans toutes les parties de la guerre, doit guider chefs et soldats, du haut en bas de l'échelle. Qui dit liaison dit solidarité, union, appui réciproque. Il est si général qu'il régit la vie elle-même, et non pas seulement quelques-unes de ses manifestations. J. R.

---

## INFORMATIONS

---

### ETATS-UNIS

**Marche d'épreuve d'un groupe d'artillerie motorisé.** — Aux Etats-Unis, on pratique volontiers les marches d'épreuve de grande envergure, surtout pour l'artillerie. La nature du pays, d'ailleurs, s'y prête bien. En automne dernier, un groupe de trois batteries du 83<sup>e</sup> régiment d'artillerie, de 75 mm. porté, pourvu de tracteurs de 5 tonnes, type « caterpillar », fut envoyé par étapes de Ft. Knox (Kentucky) à Ft. Benning (Georgia), soit une distance de 830 km. environ. L'itinéraire, dans une région montagneuse où les bonnes routes sont l'exception, était bien choisi pour une expérience de cette espèce<sup>1</sup>. Le trajet demanda un mois et demi, mais là-dessus, il ne faut compter que 25 journées de marche à 33 km. en

<sup>1</sup> *Personnel* : 10 officiers, 407 hommes. — *Matériel* : 1<sup>o</sup> Etat-major de Groupe : 1 auto pour personnel ; 2 autos de reconnaissance ; 1 ambulance ; 1 camion à dévidoir ; 7 motocyclettes ; — 2<sup>o</sup> Détachement d'approvisionne-